

*Women and Politics in Canada* de Heather MacIvor,  
Peterborough, Broadview Press, 1996, 413 p.

Manon Tremblay

Numéro 30, automne 1996

Vers un nouvel État-providence?

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040042ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040042ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Tremblay, M. (1996). Compte rendu de [*Women and Politics in Canada* de Heather MacIvor, Peterborough, Broadview Press, 1996, 413 p.] *Politique et Sociétés*, (30), 188–191. <https://doi.org/10.7202/040042ar>

---

*Women and Politics in Canada*

de Heather MacIvor, Peterborough, Broadview Press, 1996, 413 p.

Le livre de MacIvor constitue un manuel d'introduction à la problématique «Femmes et politique au Canada». Comme l'exprime son titre, l'ouvrage adopte un ton général. Pourtant, il ne s'inscrit aucunement dans une vision dite «générale» (lire masculine) des sciences politiques. Bien au contraire, d'entrée de jeu l'auteure nous informe qu'elle traitera la politique sous l'angle du féminisme. Une telle approche lui permet d'intégrer à sa réflexion des éléments habituellement ignorés, voire discrédités, par les interprétations dominantes de notre discipline. Ainsi, MacIvor révèle le sexisme de la pensée de certains auteurs «incontournables» en sciences politiques, notamment pour dévoiler leur contribution à la division entre le privé et le public. Elle parle de «patriarcat», une notion trop souvent (faussement) rejetée sur le terrain de l'anthropologie, comme si les sciences politiques n'étaient pas concernées par ce type de rapports entre les femmes et les hommes. Un dernier exemple : l'approche féministe permet à MacIvor de mettre au jour les effets de politiques publiques dites «neutres» sur la vie des femmes.

L'ouvrage est divisé en quatre parties. La première, «Féminisme et sciences politiques», traite de l'influence du féminisme sur cette discipline. L'auteure y aborde deux thèmes, en autant de chapitres, soit l'exclusion des femmes du politique tel que traditionnellement défini par notre discipline, puis les réponses et les apports du féminisme aux sciences politiques. Cette seconde partie est particulièrement intéressante, en ce qu'elle offre un tableau relativement bien étayé des principaux courants théoriques du féminisme, tels qu'ils se sont exprimés à travers les première et seconde vagues du mouvement des femmes. La seconde partie, «Les femmes dans la société canadienne», témoigne de la perspective holistique dont l'auteure s'inspire pour traiter des rapports entre les Canadiennes et la politique. Elle y brosse à grands traits quelques-unes des principales composantes qui

déterminent l'intégration des femmes à la société politique canadienne, et ce, dans les champs de l'économique, de la famille, de la justice et des mass médias. L'auteure y présente aussi certains éléments de nature historique et statistique.

La troisième partie, «Les femmes dans le système politique», aborde des thématiques plus traditionnellement associées aux activités de la gouverne politique. Elle traite des opinions et des comportements électoraux des femmes, mais aussi leur engagement dans des formes de participation traditionnellement jugées comme non politiques par notre discipline. Elle se penche sur l'implication des femmes dans les partis politiques et au sein des institutions politiques canadiennes. La dernière partie de l'ouvrage, «Les femmes et les politiques publiques canadiennes», se consacre à l'examen des rapports entre les femmes et le processus de production des politiques publiques au Canada. L'auteure nous offre une vision dynamique, c'est-à-dire bidirectionnelle, de ces rapports soit, d'un côté, la façon dont les politiques ont influencé — et influencent toujours — le statut des Canadiennes et, de l'autre côté, les stratégies déployées par les femmes pour influencer les politiques publiques. Le dernier chapitre offre une grille d'analyse très bien articulée et multidimensionnelle en vue d'évaluer l'efficacité du mouvement des femmes dans ses activités pour influencer la production des politiques publiques au Canada.

Comme outil pédagogique destiné aux étudiantes et aux étudiants de premier cycle universitaire, ce livre constitue, à n'en point douter, une réussite éclatante. L'auteure s'exprime dans un langage simple, mais explicite et imagé. En outre, MacIvor adopte une démarche extrêmement bien structurée, qui démontre un souci constant de ne pas «perdre» son lectorat étudiant. Les objectifs des sections et des chapitres sont clairs, chaque chapitre débute par un plan et comporte une conclusion qui reprend les principaux éléments et annonce ce qui vient. Bref, un bijou de rigueur et de méthode ! Notons toutefois qu'à la longue, ces répétitions peuvent devenir agaçantes pour qui connaît le moins le domaine. Mais, comme ce n'est pas à ce public que s'adresse d'abord l'auteure, cette critique demeure bien timide à côté de la grande qualité pédagogique de l'ouvrage.

Cela étant dit, ma principale réserve face à cet ouvrage — et elle est de taille — tient à son titre; pour mieux en refléter le contenu, l'auteure aurait dû l'intituler *Women and Politics in English Canada*. En effet, ce livre nous offre une lecture canadienne-anglaise de la thématique femmes et politique. Pour illustrer, je dirais qu'il s'agit d'une vision de ce que d'aucuns appellent l'«unité canadienne», mais appliquée aux rapports entre les femmes et la politique. Bref, une lecture qui ne fait aucune place à l'expérience spécifique des Québécoises. Certes, on pourrait dire qu'il s'agit d'un livre qui porte sur la politique fédérale et non provinciale et qu'alors, le Québec, pas plus qu'une autre province, n'a à être pris en compte d'une façon particulière. Pourtant, il n'y a qu'à considérer certaines absences et certaines interprétations faites par l'auteure pour conclure à son ignorance flagrante de faits québécois qui ne peuvent être

ignorés lorsqu'on se donne pour objectif de comprendre les rapports entre les femmes et la politique au Canada.

Côté absences — je n'en signale que quelques-unes car elles sont nombreuses ! —, l'auteure évoque les luttes des suffragistes canadiennes-anglaises pour obtenir le droit de vote au palier fédéral. Puisqu'elle insiste autant sur le Canada anglais, on s'attend à ce qu'elle évoque le cas du «Canada français». Pas un mot ! Et pourtant, ce silence ne peut être attribuable à l'absence d'écrits sur le sujet — la plupart en langue française, il est vrai ! Là réside d'ailleurs une autre absence malheureuse de cet ouvrage : aucune référence en français n'est mentionnée, ce qui donne l'impression que seules les anglophones ont réfléchi et ont écrit sur les femmes et la politique au Canada. Bien plus, parlant des rapports entre les politiciennes et le féminisme, l'auteure préfère citer des études américaines plutôt que des recherches similaires effectuées au Québec. Il me semble que les systèmes politiques du Québec et du Canada permettent bien plus de comparaisons, que les systèmes canadiens et américains. Dernier exemple : parlant des mobilisations des Canadiennes au début des années 1980 dans le contexte de la Charte des droits et libertés, MacIvor donne l'impression que les femmes du Canada faisaient alors front commun en vue d'inscrire dans la Charte le principe de l'égalité des sexes. C'est là nier les objections des Québécoises dans ce dossier.

Côté interprétation, le traitement que fait MacIvor de la langue et de la culture française pose problème et m'amène à penser que ce livre n'offre qu'une lecture exclusivement canadienne-anglaise des rapports des femmes à la vie politique. Ainsi, au chapitre deux, l'auteure présente le féminisme identitaire, qu'elle décrit comme inscrivant son analyse de l'oppression des femmes non dans des concepts abstraits, mais bien dans des expériences vécues. Parmi les critères d'analyse mentionnés pour appréhender cette oppression, elle fait référence à des catégories sociales comme la race, le handicap, l'orientation sexuelle, le fait d'être immigrante ou autochtone, mais non la culture et la langue française. C'est là une vision tout à fait contestable du féminisme au Canada, comme si les Québécoises n'avaient pas pensé leur oppression à la lumière de l'identité et de la réalité nationales. Ceci revient, purement et simplement, à nier l'existence même d'un féminisme québécois francophone, soucieux d'affirmer le caractère distinct du Québec. Ce type de lecture canadienne-anglaise se manifeste à plusieurs autres endroits dans l'ouvrage, mais de nouveau avec force au chapitre sur la présence des femmes dans l'économie. MacIvor cherche à décrire la participation des femmes au marché du travail au XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, passant complètement à côté du critère de l'oppression nationale, lequel est indispensable pour comprendre la position des travailleuses «canadiennes-françaises» par rapport à leurs vis-à-vis «canadiennes-anglaises». En somme, ce livre est la preuve que la vision unificatrice, c'est-à-dire réductrice, du Canada anglais peut perdurer à l'intérieur même du féminisme, qui se dit pourtant sensible à toutes les formes d'oppression...

Bref, si MacIvor voulait offrir un manuel aux étudiantes et étudiants des cours «Femmes et politique au Canada» un manuel, elle n'a que partiellement atteint son objectif. Certes, du côté forme, il s'agit d'un modèle de rigueur. Mais en ce qui a trait au contenu, les personnes soucieuses de fournir un tableau plus complet et nuancé — c'est-à-dire qui prenne aussi en compte le Québec dans la dynamique de la politique fédérale — des rapports entre les femmes et la politique au Canada, devront repasser. Un tel travail reste entièrement à faire.

Manon Tremblay  
*Université d'Ottawa*